

Bizi !

22, rue des Cordeliers
64 100 Bayonne
Tel : 05 59 25 65 52
info@bizimugi.eu

A l'attention de M. F. Vaquie, Directeur Régional de Société Générale
2 Avenue du 11 Novembre 1918
64100 Bayonne

Copie à :
M. Frédéric Oudéa, Président Directeur Général de Société Générale
Tour Société Générale, La Défense
75886 Paris Cedex 18

Bayonne, 6 mai 2014

Objet : réponse à votre courrier du 2 mai 2014 au sujet du projet Alpha Coal

Monsieur Vaquie,

Nous avons bien reçu votre réponse à notre courrier du 23 avril 2014 demandant le retrait immédiat de Société Générale du projet Alpha Coal.

Nous notons que Société Générale n'a pas l'intention de se retirer de ce projet désastreux, qui contribuera de manière importante à nous faire dépasser les seuils d'emballement climatique incontrôlable et irréversible, en même temps qu'il menace la Grande barrière de corail, un des plus riches écosystèmes de la planète.

Comme nous vous l'annoncions dans notre précédent courrier, nous allons donc relayer -dès mardi 6 mai- auprès de la Direction Régionale Pays Basque-Sud Landes la campagne (<http://www.lesrequins.org/>) lancée par ATTAC et les Amis de la Terre pour obtenir le retrait de Société Générale de ce projet.

Il est difficile de voir comment le projet d'Alpha Coal pourrait respecter les Principes Généraux Environnementaux et Sociaux de la Société Générale, comme vous l'affirmez dans votre lettre. En effet, et comme les Amis de la Terre l'ont déjà fait savoir à M. Oudéa en personne (à qui nous adressons copie de ce courrier) le projet causerait des dommages majeurs sur de nombreux aspects énoncés dans votre politique transversale sur la biodiversité et votre politique sectorielle sur les mines et les métaux comme devant faire l'objet d'une vérification spécifique. Il irait également à l'encontre des recommandations d'organismes internationaux auxquels la Société Générale dit se référer dans l'évaluation des projets qui lui sont soumis. Nous ne reviendrons pas ici sur l'ensemble des risques qu'Alpha Coal constitue pour l'environnement, la biodiversité marine et terrestre et la Grande Barrière de corail et préférons vous renvoyer vers notre précédent courrier. Rappelons uniquement que l'exportation du charbon extrait vers les marchés asiatiques entraînerait inéluctablement une hausse du trafic maritime en plein cœur de la Grande Barrière de corail. Celle-ci souffre déjà de l'industrialisation côtière et du réchauffement climatique et le Comité du patrimoine mondial des Nations-Unies a déjà demandé au gouvernement australien de mettre un terme au développement minier et gazier dans la zone.

Toutefois, nous tenons à signaler que quelque soient les limites et conditions qui pourraient être apportées au projet, Alpha Coal ne pourra être ni durable ni responsable étant donné son impact climatique. Alpha Coal émettrait plus de 1,8 milliard de tonnes de CO2 et jouerait un rôle central dans l'ouverture de la région à l'exploitation minière. Comme indiqué dans notre précédente lettre, l'exploitation totale du bassin de Galilée telle que proposée est conforme avec des scénarios qui mèneraient à un réchauffement de 6 degrés au-dessus du niveau pré-industriel. Il faut bien comprendre que l'on parle ici de la température moyenne du globe, qui est d'environ 15°C et non des températures à nos portes. Quelques degrés suffisent à un changement radical de régime climatique. Les dérèglements climatiques actuels (fonte des glaces, montée des océans, multiplication des événements climatiques extrêmes et augmentation de leur intensité etc...) sont causés par une élévation d'à peine 0,8° en un peu plus d'un siècle. Ainsi, le réchauffement que la planète a connu en passant de la dernière ère glaciaire au climat actuel -qui a permis l'apparition de l'agriculture et la sédentarisation de l'humanité- représente un écart d'à peine 5°C. Et cela s'est passé sur 10 000 ans et non pas sur 100 ans comme cela risque d'avoir lieu aujourd'hui !

Enfin, nous aimerions soulever la contradiction évidente entre le positionnement de la Société Générale comme acteur moteur du développement durable et le conditionnement de votre implication dans le lancement effectif du projet Alpha au respect « des décisions de l'état de Queensland et l'état Australien, notamment concernant la préservation de la Grande Barrière de Corail" comme vous nous l'écrivez dans votre réponse. Ce dernier point reviendrait non seulement à vous décharger de toute responsabilité dans les services financiers que vous apportez à vos clients, mais aussi à prendre le risque de soutenir des politiques publiques irresponsables en matière sociale, environnementale et climatique. La dernière Conférence des Parties qui s'est tenue à Varsovie en décembre 2013 a démontré l'absence totale d'acuité de l'Australie en matière climatique. Brillant par l'absence de tout représentant ministériel à Varsovie, le gouvernement fédéral australien s'y est illustré par des positions les plus conservatrices et dangereuses possibles pour la lutte contre le changement climatique au niveau international. S'en tenant aux piètres objectifs de réduction de leurs émissions de 5%, refusant de contribuer davantage au Fond Vert pour le climat, ces politiques internationales sont le pendant de mesures climaticides prises au niveau national: attaque contre la taxe sur le carbone, réduction du budget national pour les énergies propres et renouvelables, démantèlement du Ministère sur le Changement Climatique, fermeture de la commission sur le climat composée de scientifiques indépendants ne sont que quelques uns des derniers exemples. Les mêmes positions se déclinent au niveau du gouvernement de l'État du Queensland davantage préoccupé par l'idée de devenir le premier exportateur de charbon mondial que par la préservation des joyaux environnementaux et de biodiversité qu'il abrite. Enfin, l'indépendance même de l'organisme chargé de la protection de la Grande Barrière de corail, la Great Barrier Reef Marine Park Authority, est remise en cause, certains de ses membres étant soupçonnés de conflits d'intérêts avec les industries de mines et du gaz. Ainsi, vouloir concilier responsabilité environnementale et climatique et suivi des politiques australiennes ne relève non pas d'une simple gageure mais d'une absence totale de clairvoyance.

C'est pourquoi nous demandons à nouveau à la Société Générale de se retirer immédiatement et publiquement du projet Alpha Coal.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Monsieur Vaquie, l'expression de nos sentiments distingués.

A Bayonne le 5 mai 2014,
Bizi !